

Ordre du jour de Sébastien Lecornu

Ministre des Armées

Prise d'armes à l'occasion de la nouvelle année

Cour des Invalides, Paris, le 4 janvier 2023

Mesdames les ministres,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Mesdames, Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs les élus,
Mon général, monsieur le chef d'état-major des armées,
Monsieur le délégué général pour l'armement,
Monsieur le secrétaire général pour l'administration,
Messieurs les chefs d'état-major,
Mon général, monsieur le directeur général de la gendarmerie nationale,
Madame, Messieurs les directeurs généraux,
Officiers généraux, officiers, sous-officiers, officiers mariniers, soldats,
matelots, aviateurs, personnels civils du ministère,
Mesdames, Messieurs,

2023 : le rendez-vous de la transformation

Les messages de vœux se bornent souvent à faire le bilan de l'année écoulée et à dresser les perspectives de celle qui débute. Mais dans ce ministère, les défis

de l'époque et les transformations que nous engageons avec la prochaine loi de programmation militaire, nous invitent à mener une indispensable introspection de ce que sont nos armées : de leur histoire, de leur format, de leurs missions, pour tracer ce que doit être leur avenir. C'est dans le fond ce que le Président de la République nous a demandé le 13 juillet dernier à Brienne.

Le monde change et dans cette cour des Invalides où résonnent les faits d'armes de nos anciens à Fontenoy, à Valmy, à Austerlitz, Verdun ou Bir Hakeim, nous mesurons toujours la responsabilité que nous portons pour défendre la France et sa grandeur.

Mais dans cette cour résonne aussi la douleur de nos défaites à Trafalgar, à Sedan ou à Dunkerque : leur souvenir nous intime de nous préparer perpétuellement. La France est un vieux pays, défendu par une vénérable armée. Ensemble, elles ont connu des défaites et de grandes victoires. Et parce que nous avons connu la honte comme la gloire, nous comprenons plus que d'autres la nécessité de l'introspection.

C'est là le courage d'un de Gaulle, d'un Messmer, d'un Debré, d'un Pompidou et plus généralement, des Résistants qui avaient vécu la débâcle de 1940, mais aussi les blessures de Suez, de l'Indochine et de l'Algérie. Une fois au pouvoir, ils ont su regarder les armées telles qu'elles étaient, pour changer le cours des choses et leur donner un nouveau souffle, en les transformant en profondeur. L'humilité nous commande de dire que nous vivons toujours de l'héritage des décisions qu'ils ont prises pour la Nation, il y a maintenant plus de 60 ans. Et il en fallait, de l'opiniâtreté, pour doter notre pays d'une dissuasion nucléaire crédible quand tout autour d'eux s'y opposait.

Il en fallait, de la persévérance, pour adapter le format de nos armées, et en particulier de notre armée de Terre pour la moderniser.

Il en fallait, de la vision, pour donner à la France sa place de Nation indépendante, « alliée mais non alignée », aux yeux de ses partenaires. Et devant le monde entier.

Il en fallait, du courage politique, pour engager la Nation à financer des programmes d'armement sur plusieurs décennies, en sanctuarisant une industrie de défense souveraine.

Il en fallait, de l'ambition, pour bâtir un service de renseignement qui offre à la France les informations, les réseaux et la puissance d'action d'une grande Nation.

Oui ! Pour défendre ces choix devant les chambres du Parlement, devant l'opinion publique et parfois même devant les armées elles-mêmes, il fallait convaincre, inlassablement. Il fallait avoir le courage de ses convictions face aux conservatismes, face à la peur du changement.

Les premières lois de programmation militaire de la Vème République traduisaient cette vision. Dès 1960, plus de la moitié des crédits étaient dédiés aux trois composantes d'alors de la dissuasion, plaçant la France dans le cercle fermé des Nations dotées.

Les successeurs du général de Gaulle ont poursuivi cet héritage. Grâce à eux, la voute de la dissuasion nous protège et défend nos intérêts vitaux par les dommages inacceptables qu'elle peut infliger. Certains commentateurs semblent le perdre de vue, mais la protection de nos intérêts vitaux se joue aujourd'hui bien plus par la crédibilité de notre dissuasion que sur une ligne de front imaginaire. Les fondements de cette dissuasion crédible et robuste ont été rappelés par Emmanuel Macron à Toulon le 9 novembre dernier.

Les permanences et les transitions

Mesdames, Messieurs,

Comme en 1960, les questions que nous devons nous poser aujourd'hui sont celles des menaces qui pèsent réellement sur nous, selon l'adage : « dis-moi tes menaces, je te donnerai ton armée ». Identifier et qualifier ces menaces ou dangers requiert la même lucidité sur nous-mêmes. Ce sont ces menaces qui doivent nous mener naturellement à sanctuariser des lignes de continuité.

Comme en 1960, nous avons des armées de femmes d'hommes courageux, qui n'ont pas peur de la dureté de la mission. Nous avons une armée de métier qui se caractérise aujourd'hui comme hier par un très haut niveau de compétences, et qui jouit de la reconnaissance de la Nation, comme de ses partenaires. Nous y veillons en nous assurant de la pérennité des spécificités du statut militaire – et notamment du régime des pensions militaires – comme le Président de la République l'a assuré le mois dernier. C'est là un témoignage de l'adhésion, de la reconnaissance et du respect que suscitent nos armées, au-delà même de cette cour des Invalides.

Et tout cela n'est pas sans lien avec la juste reconnaissance que nous devons à nos anciens combattants, à nos tués comme à nos blessés et à leurs ayants-droits.

*

Mais, au-delà de cet intangible, les nouveaux dangers nous obligent aussi à engager de nécessaires transitions.

Ces menaces sont hybrides, elles mettent simultanément à l'épreuve nos intérêts politiques, sociaux, économiques, technologiques et énergétique ; tout autant civils que militaires. Elles créent un terrain favorable pour ceux qui tentent de diviser la Nation.

Les transitions qui découleront de ces menaces appellent des lignes d'efforts dans les champs du cyber, du spatial, des fonds marins, du renseignement, des drones, ou de la guerre informationnelle. De la maîtrise de ces domaines dépendent désormais notre souveraineté et notre indépendance.

Nous devons nous montrer à la hauteur de ces défis tout en continuant de faire face à des menaces plus anciennes, comme par exemple, la prolifération dans des pays comme l'Iran et la Corée du Nord.

*

Mais ces transitions, que nous allons engager, sont tout autant thématiques que géographiques.

En Afrique notamment, où le combat contre le terrorisme demeure une priorité. Nous devons continuer à défendre jalousement le bilan de nos opérations au Sahel et à honorer la mémoire des 58 soldats qui y sont tombés, et des blessés qui en sont revenus.

Mais cette priorité désormais nous impose de repenser notre stratégie, car plus que jamais notre responsabilité est d'aider nos partenaires africains à faire, et non de faire à leur place.

Les tensions que nous connaissons dans le monde ne sont pas cloisonnées. Ce qui se joue en Afrique est directement lié à la guerre que mène la Russie à

l'Ukraine. Les groupes mercenaires pseudo privés qui agissent là-bas sont aujourd'hui également engagés aux côtés des armées russes en Ukraine. Ce n'est donc pas sans impacts sur notre sécurité.

Ces transitions conduiront aussi à faire évoluer nos engagements.

Nous le ferons en confortant nos alliances, en partenaire exemplaire, fiable et capable de mener des opérations de protection des frontières, comme nous le faisons en outre au sein de l'Alliance atlantique. Nous devons aussi poursuivre nos efforts pour agir en Européens, et préparer les grands enjeux de défense de demain, en pleine coopération avec nos partenaires et voisins.

Enfin, dans l'Indopacifique où culminent les tensions entre grandes puissances, nous devons adapter nos moyens pour mieux protéger nos concitoyens et notre souveraineté sur nos territoires d'outre-mer, par ailleurs si sensibles aux risques sanitaires et climatiques et exposés à la tyrannie des distances.

Ce que j'attends de vous

Officiers généraux, officiers, sous-officiers, officiers mariniers, soldats, matelots, aviateurs, personnels civils du ministère,

Sous la mandature précédente, l'exécution des crédits décidés par le Président de la République, a permis de réparer ce que d'aucuns avaient parfois abîmé dans le passé.

Les lignes de continuité et les transitions que le Président de la République exposera et que nous nous apprêtons à présenter au Parlement dans la future

loi de programmation militaire, influenceront sur l'organisation de nos armées, sur les missions confiées à nos unités, à notre flotte aérienne et à nos forces navales.

Ces choix sont parfois difficiles, même s'ils s'inscrivent dans un cadre budgétaire bien plus confortable que jadis. Plus qu'une courbe budgétaire, c'est l'efficacité militaire des options retenues qui sera le seul juge.

Comme l'a rappelé le Président de la République – « la France n'a pas de raison d'accepter avec fatalisme ce qu'elle n'entend pas subir avec passivité ».

*

Mesdames, Messieurs,

Plus de 60 années après les grandes transformations décidées par le Général de Gaulle, les choix que nous nous apprêtons à faire seront lourds de conséquences. Ils engageront la Nation pour des décennies et devront résister sans aucun doute aux épreuves de ce monde instable.

Cette exigence, nous devons l'assumer pour être dignes de l'héritage de nos anciens. En leur temps, ils ont eu le courage de penser et de faire autrement pour préparer l'avenir et nous laisser un modèle d'armée qui nous a protégés jusqu'à aujourd'hui.

Chacun de vous, quel que soit le grade ou l'unité, devra participer à l'exécution et à la réussite de ces choix.

C'est ce que j'attends de vous comme ministre des Armées.

Et peut-être plus encore, c'est aussi ce que nous devons à ceux qui ont combattu pour nos couleurs, comme à ceux qui s'engageront demain dans nos armées, dans les réserves ou au sein du service national universel. C'est ce que nous devons à ceux qui se sentent le devoir et l'envie de s'engager et de combattre – aujourd'hui et pour longtemps encore – pour le succès des armes de la France.

*

Pour vous-même, vos familles et vos proches, très belle année 2023.

Vivent les armées de la France !

Vive la République !

Et vive la France !

Sébastien Lecornu, ministre des Armées